

# BRUXELLES DEMAIN



## Faut-il avoir peur du VLAAMS BELANG?



**DOSSIER**  
*Combattre la  
multiplication des centres  
Fedasil dans la capitale*  
Page 6



**ANALYSE**  
*La tragédie des erreurs  
médicales*  
Page 13

# DEVENIR MEMBRE?

à.p.d. 50,00 EUR:  
adhésion **de soutien**

10,00 EUR:  
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du  
Vlaams Belang **BE39 4352 0249  
1119** en mentionnant votre nom  
et prénom ainsi que votre adresse  
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang  
Magazine ainsi que les publications  
de l'antenne bruxelloise.

# NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4  
1210 BRUSSEL**

**Place Madou 8/4  
1210 BRUXELLES**



**02/219 34 67**



**brussel@vlaamsbelang.org**



**vlaamsbelangbrussel.be  
vlaamsbelangbruxelles.be**



**@vlaamsbelangbrussel**



# EDITORIAL

## FAUT-IL AVOIR PEUR DU VLAAMS BELANG ?

Il ne vous étonnera pas, chers amis, que ma réponse à cette question est évidemment non. Mais on pourrait allègrement mettre en doute mon impartialité sans que j'en prenne ombrage. A Science Po, à Gand, mes maîtres m'ont heureusement appris à analyser le fait politique de façon scientifique, autant que faire se peut. C'est donc de cette façon, la plus scientifiquement neutre, que je vous propose de répondre à cette question qui taraude nos médias subventionnés: «faut-il avoir peur du Vlaams Belang ?».

Prenons d'abord la définition courante de la peur: «c'est une émotion ressentie en présence ou dans la perspective d'un danger. L'instinct de conservation provoqué par l'analyse du danger permet au sujet de fuir ou de combattre». Bien, la peur est donc consubstantielle à l'instinct de conservation qui permet aux individus et aux espèces de se perpétuer. Par un tour de passe-passe sémantique, nos médias, les vieux partis traditionnels, et les associations de gauche, essayent depuis sa création de dénoncer le Vlaams Belang comme étant le danger absolu, le fossoyeur de la démocratie et le vecteur de toutes les peurs, et le chantre du racisme et de l'homophobie, sans oublier bien entendu du scepticisme climatique. Le tour de passe-passe consiste à inverser les faits pour démontrer le contraire de la réalité.

Depuis toujours, le Vlaams Belang, et le Vlaams Blok avant lui, a joué les Cassandra\*. Nous avons mis nos contemporains en garde contre les conséquences d'une immigration massive et incontrôlée qui allait mettre péril notre sécurité sociale, notre sécurité individuelle et collective et allait en quelques décennies menacer jusqu'à notre identité comme peuple. En effet, les petits politiciens à courte vue et à grands principes n'ont rien vu venir malgré nos avertissements, pourtant relayés par nos électeurs.

Non, il ne faut pas avoir peur du messager, fût-il de mauvais augure. Ayons peur plutôt de ceux qui cachent la vérité, qui répètent sans cesse le mantra usé jusqu'à la corde d'une société multiculturelle harmonieuse et bon enfant. Ayons peur de ceux qui nous dorent la pilule, élection après élection, et qui nous disent que tout va bien, que c'est bien pire ailleurs et que nous devons nous habituer à une société écologique autoritaire et ouverte sur le vaste monde.

La réalité est que ce laxisme dominant tue. Le tueur qui a abattu froidement deux supporters suédois n'aurait jamais dû être présent sur notre sol, jamais. Il n'a pu commettre son abominable crime QUE parce que les politiciens des vieux partis, qui n'ont que les mots «démocratie» et «ouverture» à la bouche, ont préféré le laxisme à la fermeté et la facilité au courage politique. Comme Cassandra nous disons inlassablement les dangers que cela implique, preuves à l'appui et nos adversaires, tout aussi inlassablement, désignent le Vlaams Belang comme LE danger absolu pour la démocratie. Alors, selon vous, de qui faut-il donc vraiment avoir peur?

*\*Princesse légendaire de Troie. Elle est la fille du roi Priam et d'Hécube son épouse. Elle a reçu d'Apollon le don de prophétie mais elle n'est pas écoutée.*

**Bob De Brabandere**  
Président du Vlaams Belang Bruxelles



# RUDI VERVOORT DÉMISSION !

**Le Vlaams Belang a regardé avec sidération le reportage diffusé récemment par la VRT dans son émission Terzake sur la situation dans les quartiers autour de la gare de Bruxelles-Nord. On y voyait des riverains terrorisés, obligés de payer pour pouvoir rentrer chez eux, un président du Comité de quartier qui ne se déplace jamais sans être armé, des zones où l'autorité publique n'ose plus s'aventurer, une dégradation vertigineuse de l'espace public, bref, nous avons vu la réalité telle qu'elle est, c'est-à-dire dantesque.**

C'est la goutte qui fait déborder le vase et je demande la démission du ministre-président Rudi Vervoort (PS) au nom du Vlaams Belang. Je considère que celui qui laisse la situation en arriver à ce point, démontre qu'il ne se soucie pas de cette ville et de ses habitants et qu'il n'est donc pas digne d'en être la figure de proue.

## LE FLÉAU DE L'INSÉCURITÉ

L'insécurité à la gare de Bruxelles-Midi a agité les médias et le landerneau politique tout l'été. A Bruxelles bien sûr, mais aussi dans tout le pays. Le reportage de Terzake sur la situation dans le quartier de Bruxelles-Nord a joué un rôle de détonateur et de révélateur. Il apparaît désormais comme évident, même pour ceux qui depuis des décennies minimisent, voire nient, les problèmes, que le fléau de l'insécurité ne se limite pas à la gare du Midi. C'est un des problèmes majeurs de la Région et ses conséquences ne sont pas seulement sécuritaires, elles sont aussi sociales et économiques. Sans sécurité, pas de commerce parce que les clients potentiels évitent le quartier, pas de personnel disposé à venir travailler dans un tel environnement, pas de vie sociale, pas de vie culturelle. Pourtant, l'insécurité n'est pas un phénomène naturel contre lequel on ne peut rien, comme un tsunami ou une météorite.

## REDRESSER LA SITUATION

Pour redresser la situation, il faut immédiatement, comme le souhaite le Vlaams Belang, que le pouvoir politique bruxellois décide de déclarer la sécurité

comme la priorité absolue. Pour réussir cette opération de nettoyage et d'assainissement, il faut se doter des moyens techniques et en personnel indispensables pour reconquérir tous les quartiers de la ville qui sont aujourd'hui aux mains des criminels, dont les trafiquants d'êtres humains qui importent ici des milliers d'illégaux prêts à tout pour survivre. S'il y a une volonté du pouvoir politique et du pouvoir judiciaire, le problème peut se régler rapidement. Pour cela il faut une volonté politique, mais aussi une collaboration des différents niveaux de pouvoir, une magistrature disposée à faire son travail et une politique de rapatriement systématique et immédiate des illégaux. Bref, il faut faire tout ce que les communes, les régions, le fédéral et la justice ne font pas aujourd'hui!

## RUDI VERVOORT EST RESPONSABLE

Le Vlaams Belang désigne sans la moindre ambiguïté le ministre-Président du gouvernement de Bruxelles-Capitale, le socialiste Rudi Vervoort, comme responsable de ce chaos indescriptible. Il l'accuse, lui et l'ensemble du gouvernement bruxellois, de négligence coupable. Nous demandons que Rudi Vervoort reconnaisse son échec et démissionne en raison de son absence totale d'action sur ce dossier qui touche au bien-être de tous les Bruxellois. En fait, c'est un dossier qui touche aux valeurs fondamentales de démocratie et de liberté.

Mais nous avons à Bruxelles, comme au niveau national, un personnel politique irresponsable, qui ne se sent pas réellement concerné par ce que vivent nos concitoyens dans ces quartiers perdus du royaume. Ce monde politique ne pense qu'à ses privilèges et ses prébendes. Comment les Bruxellois peuvent-ils encore voter pour ces créatures politiques arrogantes et ineptes? Voilà la question qu'on est en droit de se poser. Le 9 juin 2024, avec le Vlaams Belang, nous pourrons les blackbouler! Encore un peu de patience.

**Dominiek Lootens-Stael**

Député et Chef de Groupe au Parlement bruxellois



## VOUS AVEZ LA PAROLE ...

*Jean-Pierre Stalpaert*

69 ANS, MOLENBEEK-SAINT-JEAN

**Je vous adresse cette lettre parce que je suis désespéré. La commune de Molenbeek-Saint-Jean refuse de trouver une solution pour mon père de 94 ans, malgré un courrier recommandé que j'ai adressé à l'autorité communale.**

*De quoi s'agit-il ? Mon père habite rue Jean-Baptiste Decock, à Molenbeek-Saint-Jean. Cette rue est en phase de rénovation complète. On veut y créer un «espace public de qualité», vous verrez que pour mon vieux papa, et les autres riverains, ce sera un espace public d'enfer.*

*Par ces travaux, mon père se voit privé du parking pour son véhicule devant chez lui. Il a bien un garage, mais la porte de celui-ci est inutilisable suite à des problèmes de stabilité causés par la construction d'une nouvelle école (Ket and Co) juste à côté de sa maison. La maison de mon père présente donc maintenant d'importants dommages et ce depuis 2018 (d'où une action devant le tribunal de première instance de Bruxelles qui est pendante).*

*La commune fait la sourde oreille à nos doléances et au caractère si particulier du cas de mon père. Par contre on nous explique que cette rue sera considérée comme une rue scolaire dont on nous annonce que «seuls les piétons et les cyclistes seront autorisés dans la rue» et on précise l'intention: «moins de voitures, plus de zones vertes». Mon père se déplace difficilement et il n'est évidemment pas capable de rouler à vélo. Il n'a que son auto pour faire ses petites courses et aller chez son médecin. Le «beau projet» ultrabobo de la rue Jean-Baptiste Decock n'a apparemment pas prévu grand-chose pour les personnes à mobilité réduite. Leur paradis écologique se révèle dépourvu de toute empathie, il est sévère et froid, bref, il est inhumain. Ça fait froid dans le dos !*

*Au-delà du cas particulier de mon pauvre papa, ce projet en phase d'achèvement montre qu'on n'a prévu aucunes zones de livraisons pour les commerces qui existent encore dans la rue. Le fait que désormais la rue sera en sens unique, avec une impossibilité de dépasser ou de contourner un véhicule à l'arrêt va créer des problèmes à répétition, sans compter les inévitables coups de klaxons des conducteurs qui veulent atteindre leur destination dans un temps raisonnable. Avec les cars scolaires, les livreurs de mazout, le ramassage des poubelles, les déménagements... on verra qu'une fois engagé dans la rue, c'est fini, on est coincé. Sans oublier le problème des ambulances! Vu l'âge de mon papa, je suis naturellement très inquiet.*

*Mon père est profondément déçu de voir que notre commune de Molenbeek, qui se vante d'être à l'écoute des citoyens, ne veut pas dévier d'un iota du dogme écolo pour aider un homme si âgé à continuer à vivre chez lui dans de bonnes conditions. Lui aussi a droit à la mobilité, non? Il n'y a pas que les cyclistes et les trottinettes quand même! On nous annonce même que la rue sera bloquée le matin entre 7 et 9 heures et le soir de 15 à 17 heures pour la réserver au trafic scolaire. Nous voilà prisonnier de leur système absurde 4 heures par jour !*

*C'est un citoyen, un Molenbeekois, à la fois triste et en colère qui vous fait ce témoignage désolant. Mais, nous ne sommes pas seulement des citoyens et des Molenbeekois, nous sommes aussi des électeurs. Nous savons ce qu'il nous reste à faire.*

### VOUS SOUHAITEZ VOUS EXPRIMER ?

Si vous souhaitez exprimer une opinion ou un sentiment sur notre société, n'hésitez pas à nous écrire ou à nous envoyer un mail aux coordonnées que vous trouverez en page 2, vous avez toutes les chances de voir votre texte publié ou du moins un extrait significatif de celui-ci. Nous ne publierons jamais les vraies identités de nos correspondants sauf s'ils en font la demande explicite.

(\* = Prénom d'emprunt)



## Geoffroy\*

35 ANS, AUDERGHEM

*Vers mes 13, 14 ans, j'ai ressenti une sorte de malaise dès que mes profs, et une prof de morale laïque en particulier, abordaient la question de l'immigration. Ce sujet revenait régulièrement sur le tapis au cours de français, d'histoire de géo et même parfois dans des cours de sciences exactes parce qu'un élève ou le prof abordait le sujet.*

*Mon malaise venait du fait que ce que j'entendais de la part de ces profs et de la part de nombreux élèves étrangers, était pratiquement chaque fois contredit par mon vécu quotidien, dans les transports en commun et même dans cette école. J'ai vu des profs se faire harceler, insulter, bousculer. J'ai vu des trafics de came dans l'école, j'ai vu des scènes de violence contre des élèves blancs dans le bus et j'ai honte de ne pas avoir bougé par peur de représailles et de devenir à mon tour leur souffredouleur. A chaque fois, ceux qui se comportaient comme des crapules étaient des étrangers ou d'origine étrangère. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de crapules chez les Belges, pas du tout, mais je dis que moi je n'en ai jamais vu et qu'en ce qui me concerne je n'ai vu que des étrangers se comporter en crapules, ce qui ne veut pas dire qu'ils le sont tous.*

*Que les élèves étrangers se montrent hypocrites en classe vis-à-vis des profs en jouant les martyrs alors qu'ils sont les bourreaux, ok, ils défendent leurs intérêts. Mais que des cons de profs se laissent embobiner et dénoncent le racisme non-stop sans savoir de quoi ils parlent, sur foi de ce que leur racontent les crapules, c'est insupportable. Il faut faire savoir aux gens qu'il y a des écoles techniques à Bruxelles où ce sont les élèves étrangers qui font la loi et où de moins en moins de profs sont d'accord de venir donner cours à cause des élèves étrangers. Voilà la vérité !*



## Jules\*

86 ANS, SAINT-GILLES

*Nous sommes tout à fait d'accord avec le témoignage de Thierry d'Evere publié dans le Bruxelles Demain précédent. En 1945, il y avait 10 ministres pour toute la Belgique, ils sont maintenant 67 et certains détiennent une double nationalité. Ils nous sucent nos impôts avec leurs traitements faramineux et ne font rien de concret pour notre pauvre pays qui est désormais vendu à l'islamo-socialisme. Et nous devons supporter celles qui nous narguent avec leurs loques moyenâgeuses et leurs masques illégaux (la loi impose que le visage soit visible !).*

*On inaugure sans cesse des mosquées et en même temps on ferme nos églises, alors que nous sommes quand même une civilisation Judéo-Chrétienne! En 1945, il y avait un seul Congolais en Belgique. Il vendait du «carambouillât» au vieux marché et il ne voulait pas rentrer au Congo car il avait vu la qualité de vie des Blancs.*

*Maintenant, ceux qui nous gouvernent, ici et au niveau européen, invitent toute l'Afrique à coloniser l'Europe. A ce rythme-là, dans 10 ans nos enfants et petits-enfants seront contraints de devenir musulmans, sous peine de mort par décapitation. En 1940, il y avait déjà des Résistants contre les Nazis. Aujourd'hui, nous devons faire la Guerre sainte contre l'obscurantisme féodal de certains nouveaux Belges.*

*Ce sera une guerre des mots et des élections, parce que la catastrophique Laurette Onkelinx nous a volé légalement toutes nos armes. Réagissons donc avec toute l'énergie nécessaire avant d'être définitivement contraints au silence.*





29

SON PLATEFORME CITOYENNE  
BURGERPLATFORM

NEXTILE

B4  
SECURITY  
02 770 31 13

BELREFUGÉES

PLATEFORME CITOYENNE  
BURGERPLATFORM

bonheur nous tient à cœur

27

## COMBATTRE LA MULTIPLICATION DES CENTRES FEDASIL DANS LA CAPITALE

**S**ous la pression du Vlaams Belang et des riverains, le centre Fedasil de la rue Sebrechts va définitivement fermer ses portes et l'ancienne maison de repos va être transformée en kots pour étudiants: OUF!

Les lecteurs de Bruxelles Demain se souviendront des conditions dans lesquelles la maison de repos située rue Sebrechts, sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean, avait été transformé par FEDASIL en un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Au grand dam des riverains, faut-il le dire. Pour calmer les esprits, FEDASIL avait rapidement annoncé qu'il s'agirait d'Ukrainiennes en fuite avec leurs enfants suite. Les riverains avaient été ainsi rassurés. Seulement il n'y a jamais eu la moindre Ukrainienne, avec ou sans enfants, qui a logé là, mais bien des Syriens, des Afghans et tutti quanti. S'en est suivi, comme les lecteurs de Bruxelles Demain le savent, une série de nuisances insupportables (hygiène, insécurité, tapage, vols, menaces, etc...).

### LE VLAAMS BELANG EST APPELÉ AU SECOURS

Certains riverains avaient fait alors appel au Vlaams Belang et celui-ci avait réagi immédiatement en distribuant un folder dans toutes les boîtes aux lettres et en interpellant au Parlement bruxellois. Le folder du Vlaams Belang disait ceci: «... Le gouvernement a abusé de la confiance des riverains en prétendant accueillir des femmes et des enfants ukrainiens dans le home Sebrechts pour rapidement changer de politique et y installer des jeunes hommes illégaux principalement Afghans et Syriens. Résultat: des nuisances et de la délinquance dans le quartier». Nous ajoutons: «Le Vlaams Belang demande la fermeture définitive du centre dans les plus brefs délais. En attendant nous voulons: une présence

policière constante afin d'assurer la sécurité des riverains et la protection de leurs biens, une prise de conscience des autorités fédérales que cette politique d'accueil massif de personnes illégales met en péril la cohésion sociale et la pérennité de nos acquis sociaux. Le Vlaams Belang veut que les demandeurs d'asile soient accueillis dans leur région du monde et non pas chez nous. Le Vlaams Belang veut que l'illégalité soit rétablie comme un délit, comme c'était le cas avant».

Soyons de bon compte, la commune de Molenbeek-Saint-Jean, sous la pression des riverains et du Vlaams Belang, s'est également opposé à cette situation et a initié une procédure en justice afin de pouvoir fermer ce centre FEDASIL. Cette action s'est soldée par une décision de fermeture, mais pour une raison incompréhensible la commune n'a pas fait immédiatement appliquer cette décision de justice pour faire évacuer les occupants de l'ancienne maison de repos. Ce n'est que récemment qu'elle s'est enfin décidée à le faire.

### REBONDISSEMENT

Voilà que soudain, ce dossier que les riverains croyaient réglé définitivement et n'était plus qu'à classer dans le rayon des mauvais souvenirs, prendait une nouvelle dimension. C'est avec stupéfaction qu'ils devaient apprendre qu'une enquête publique était en cours entre le 14 août et le 12 septembre 2023 concernant une demande de FEDASIL pour changer l'affectation de la maison de repos située au numéro 40 de l'avenue François Sebrechts à 1080 Molenbeek-Saint-Jean. **On voulait passer d'une maison de repos d'une capacité 196 personnes à un centre d'accueil pour demandeurs d'asile de 557 personnes!** On imagine le désarroi des riverains qui sont passés en quelques semaines de l'irritation à

un véritable sentiment de libération pour finir, en plein mois d'août, au plus profond désespoir.

Une fois de plus les riverains ont appelé le Vlaams Belang pour les aider. Notre parti apparaît pour de plus en plus de Bruxellois comme l'ultime recours lorsqu'ils sont trompés, abusés et donc définitivement déçus par les vieux partis électoralistes du système. Ces riverains savent de quoi ils parlent, surtout après la mauvaise expérience qu'ils ont vécue ces deux dernières années suite à la reprise du bâtiment par FEDASIL.

Les responsables politiques et l'équipe du Vlaams Belang à Bruxelles se sont mis au travail sans attendre. En quelques jours ils ont fait distribuer dans les boîtes aux lettres du quartier (la partie molenbeekoise) un modèle de lettre de réclamation que chaque Molenbeekois a le droit d'adresser au Collège des Bourgmestres et Echevins de la commune pour s'opposer à cette nouvelle affectation du bâtiment.

## DES CONSTANTES

Au-delà de ce cas précis, nous avons pu observer dans les dossiers que nous traitons un certain nombre de constantes remarquables. Que ce soit pour la création d'une nouvelle mosquée ou pour l'implantation d'un centre d'accueil de Fedasil dans un quartier, chaque fois les riverains ont le sentiment de compter pour du beurre. On ne demande pas leur avis sur des changements radicaux qui vont impacter leur vie quotidienne dans leur quartier. Ils se font même qualifier d'égoïstes par le petit monde politique et médiatique de gauche lorsqu'ils ont l'audace d'émettre des réserves.

Chaque fois, les problèmes trouvent leurs origines directes ou indirectes dans la question de l'immigration sous toutes ses formes. Chaque fois, ces «élites» autoproclamées s'érigent en professeurs de morale, distribuant les bons et les mauvais points. Après, ils se grattent la tête en se demandant pourquoi ils sont tellement détestés par les gens. Chaque fois, le bien-être et la sécurité de ces demandeurs d'asile, des illégaux en réalité pour plus de 80% d'entre eux, apparaissent comme bien plus importante que la sécurité et le bien-être des riverains. Des riverains qui sont, on l'oublie trop souvent, des contribuables, et ce n'est pas rien d'être contribuable en Belgique.

## VICTOIRE !

Ce que ces «élites» suffisantes et dominatrices oublient également, c'est que ces riverains sont aussi des électeurs et que ces électeurs se souviendront de

leurs trahisons et de leurs mépris nihiliste pour leurs concitoyens de souche.

Dans ce dossier, comme dans les autres, le Vlaams Belang a fait son devoir. C'est-à-dire d'être au service de nos concitoyens. C'est la plus belle des missions pour un parti politique. Et cela paye, pour preuve le rebondissement final dans cette saga. La décision de fermer enfin ce centre définitivement et de faire du bâtiment des kots pour étudiants. Il ne faut être Sherlock Holmes pour voir le lien direct qui existe entre le pilonnage politique du Vlaams Belang et cette décision spectaculaire!



▲ Implanté dans un quartier résidentiel, le centre fermera ses portes en 2024. Un vrai soulagement pour les riverains excédés.

## REBELLOTTE À SCHAERBEEK ?

Le quartier de Schaerbeek situé entre la place Meiser et le bâtiment de RTL sur la chaussée de Louvain n'en peut plus. Après le centre d'accueil pour illégaux de la chaussée de Louvain, dans les anciens locaux de BeTV, avec ses nuisances à répétition et la mosquée illégale située en face, on veut maintenant mettre le village de containers prévu pour des Ukrainiens, situé à l'angle de la rue Evenepoel et de l'avenue Georgin, à disposition de 180 hommes seuls très probablement en provenance d'Afrique pour la plupart. Officiellement jusqu'en 2025, mais qui peut y croire ? Une fois de plus les riverains sont mis devant le fait accompli.

**Trop c'est trop, le Vlaams Belang propose d'abord de renoncer à la mise à disposition de ces containers à des hommes seuls et ensuite de démanteler rapidement ce village de containers.** Il faut que la commune de Schaerbeek indique clairement au gouvernement fédéral que le bien-être et la sécurité des Schaerbeekois passent avant toutes choses et qu'il faut agir concrètement pour cela.

Pour dire les choses comme elles sont, au lieu de gérer l'afflux massif d'illégaux au coup par coup, on doit se décider à appliquer le programme du Vlaams Belang :

1. Procédure de demande d'asile dans la région du monde du demandeur.
2. Fermeture et protection des frontières.
3. Non-octroi définitif du droit d'asile à ceux qui entrent illégalement sur notre territoire.
4. Rapatriement effectif des déboutés du droit d'asile.

## LE VLAAMS BELANG EN ACTION

Le Vlaams Belang a distribué massivement un folder pour informer le quartier et nous avons mis sur pied une pétition qui a remporté un énorme succès. De nombreux riverains ont été visités par nos équipes et un grand bandeau a été placé sur l'enclos de ce «village» avec une adresse digitale vers un site dédié à ce centre d'asile.



▲ Vu que ni la commune, ni la région bruxelloise ont pris la peine d'informer les riverains, nous nous en chargeons !

## INTERPELLATION AU CONSEIL COMMUNAL

Nos équipes réunissent facilement les 20 signatures de Schaerbeekois nécessaires afin de pouvoir interpeller l'autorité communale sur ce «village de conteneur» lors d'un prochain conseil communal. Il s'agira de dénoncer les nuisances déjà connues avec le centre implanté dans les anciens bâtiments de BeTV et de dire et dire que, forts de cette pénible expérience, le quartier a déjà assez souffert !

**Le Vlaams Belang ne recule jamais, nous sommes sur le terrain, au service des Bruxellois, avant les élections, pendant les élections et après les élections!**



# PALAIS DE JUSTICE DE BRUXELLES : ÇA BOUGE UN PEU...

**Le Vlaams Belang est dubitatif face aux projets de rénovation du Palais de justice de Bruxelles annoncés par le Secrétaire d'Etat Mathieu Michel (MR). Nous retenons notre souffle pour le moment car le coût global de ces travaux, dont la fin est programmée pour 2030, n'est pas encore connu. Le contribuable risque de s'étrangler.**

Le Secrétaire d'Etat Mathieu Michel (MR) (oui, oui, le fils de l'un et le frère de l'autre), chargé de la Régie des Bâtiments, avait annoncé en mars 2021 un projet de rénovation en profondeur du Palais de Justice de Bruxelles et les travaux ont désormais effectivement démarré. Près d'un an et demi après son annonce, le secrétaire d'Etat se montre très fier de sa «prouesse». Pour le Vlaams Belang, il s'agit d'un triomphalisme vraiment mal placé. C'est en effet l'un des dossiers les plus mal gérés d'une longue lignée de dossiers mal gérés par la Régie des Bâtiments.

Dès 1980, des problèmes surgissent au Palais de Justice avec des chutes de débris du bâtiment lui-même. Il s'est ensuivi une longue suite d'études et de contrats commandés, exécutés, achevés et/ou révoqués. Pendant ce temps, l'état du bâtiment s'est dégradé de plus en plus. Souvenez-vous de la saga des échafaudages qu'il a fallu commander pour la rénovation... des échafaudages. Une histoire Belge assez typique, chez nous le surréalisme n'est jamais loin... Le fait qu'après plus de 40 ans de tâtonnements, les travaux de rénovation nécessaires aient enfin commencé sur ce Palais de justice emblématique ne peut en aucun cas être revendiqués comme une réalisation merveilleuse du ministricule de tutelle. Fût-il membre d'une famille connue pour son népotisme et pour le soutien que la presse francophone lui prodigue de père en fils.

## **LE LAXISME NOUS COÛTE 3.357.600 EUROS : RÉTROACTES**

Après des problèmes survenus en 1980 avec la chute de

débris du dôme du Palais de Justice, le gouvernement a finalement réussi à commander une étude en 1995, donc 15 ans plus tard, qui a ensuite été achevée deux ans plus tard, en 1997. Un accord sur les travaux a ensuite été rompu en 2001 après que le bâtiment a été classé comme site patrimonial protégé. Toute la procédure a ensuite dû être refaite. Dans les nouveaux plans de rénovation, la fin des travaux est prévue pour 2030, exactement un demi-siècle après la chute des premiers fragments du bâtiment.

Aujourd'hui, un laxisme sans précédent a fait payer au contribuable 3.357.600 euros supplémentaires. C'est ce qui ressortait d'une réponse du secrétaire d'Etat à la Régie des bâtiments Mathieu Michel (MR) à une question posée par le Vlaams Belang avant les grandes vacances. Cela ne concernait d'ailleurs que les échafaudages, les autres factures faramineuses de réparations urgentes ne sont même pas incluses ici. Le gouvernement fédéral avait débloqué 1,5 million d'euros pour l'aménagement et le contrôle des échafaudages du Palais de Justice de Bruxelles. Au-delà de la commisération qu'elle inspire et des sourires ironiques, cette situation a bel et bien coûté 3.357.600 euros. Soit 165.600 euros pour l'installation, 1.180.000 euros pour le loyer, 202.000 euros pour les achats de matériels et 310.000 euros pour l'entretien. Et tout cela a été augmenté de 1.500.000 euros en 2021.

Il fallait d'abord réparer les échafaudages pour ensuite réparer le bâtiment lui-même, ce qui est parfaitement logique, bien entendu, mais le fait de laisser ces échafaudages se dégrader autant sans que le bâtiment ne soit rénové montre tout de même un laxisme et une inefficacité difficilement dépassable.

Le Palais de justice de Bruxelles symbolise une politique gouvernementale défailante et une Belgique paralysée. Une politique caractérisée par des années de sous-investissement dans les infrastructures publiques. Les contribuables/électeurs doivent en tirer les conclusions qui s'imposent. ■

# TUERIE À B LA VIVALDI NE SE SENT NI C



La cheffe de Groupe du Vlaams Belang à la Chambre, Madame Barbara Pas, a mis le gouvernement dos au mur en séance plénière. Le Premier ministre Alexander De Croo (Open Vld), la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden (CD&V), l'ex-ministre de la Justice Vincent Van Quickenborne (Open VLD) et la secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration Nicole de Moor (CD&V) ont été confrontés à leurs manquements manifestes, avec deux morts comme conséquence directe, par la cheffe de file du Vlaams Belang dans l'effroyable dossier de ce terroriste islamiste qui a tué de sang-froid deux ressortissants suédois.

«Nous devons clairement poser la question de la responsabilité de la présence chez nous de cette racaille de l'Etat Islamique (EI) qui aurait dû être expulsée depuis longtemps», assène Barbara Pas avant de poursuivre, «Malheureusement, je n'ai pas ressenti beaucoup de sentiment de culpabilité de la part du gouvernement et de ses ministres. On a bien pris note d'une intention de mener une politique de rapatriement plus stricte, mais c'est du vent. La Vivaldi n'ira jamais jusque-là en raison de la présence de la gauche francophone dans ce gouvernement. Une gauche francophone qui refuse systématiquement le moindre débat sur une politique plus coercitive en matière d'immigration, quel que soit le sujet spécifique abordé».

## DES QUESTIONS SANS RÉPONSES

Pourquoi diable le gouvernement est-il seulement maintenant disposé à prendre des mesures en matière de rapatriement et donc de s'éloigner de l'anarchie qu'elle a entretenue depuis le début de cette législature. Les habitants de Charleroi et d'Aalter, entre autres, savent mieux que quiconque que la récente attaque de l'EI à Bruxelles n'est pas un cas isolé. Dans le cas précis de samedi dernier, de nombreuses questions restent encore sans réponses.



▲ Barbara Pas, cheffe de groupe du Vlaams Belang à la Chambre des Représentants

Dans leurs réponses aux questions posées par Barbara Pas, les ministres de la Vivaldi ont tous préconisé une politique de rapatriement vers le pays d'origine plus stricte. Ne faisons pas la

# RUXELLES : COUPABLE NI RESPONSABLE !



fine bouche, mais tout de même, **le moins que l'on puisse dire est que le processus de prise de conscience a été long !**

Le Vlaams Belang le demande depuis des décennies, avec des accusations de la part de tous les autres partis qui n'hésitaient pas à nous qualifier d'extrémistes et bien pire encore. Aujourd'hui, les ministres de la Vivaldi se déclarent prêts à appliquer tout ou une grande partie du programme politique du Vlaams Belang sur la question des illégaux. *«Quand j'ai parlé d'une politique de rapatriement plus stricte, il y a à peine une semaine, lors de la discussion du mémorandum politique annuel du gouvernement, cela a été qualifié «d'inhumain» par le député CD&V Servais Verherstraeten.»*

## **QUI PEUT ENCORE LEUR FAIRE CONFIANCE?**

Maintenant que les gens constatent avec effarement l'amateurisme criminel qui règne à tous les étages de l'Etat belge et que les politiciens vermoulus des vieux partis du système sentent le parfum d'une défaite électorale historique et une victoire du Vlaams Belang, tout aussi historique, ils veulent soudainement mener une politique

qu'ils jugeaient inhumaine il y a une semaine encore. **Qui peut encore croire ces gens-là, qui peut encore leur faire confiance et croire en l'honnêteté de leurs attitudes politiques et enfin, qui peut encore porter son suffrage sur de tels individus ?**

Comme après chaque attentat sanglant, les bonnes intentions ne manquent pas, mais après presque un quart de siècle d'activités gouvernementales caractérisées par l'inaction et le laxisme, il est impossible de les prendre au sérieux. Pour éviter ce genre d'horreur à l'avenir, nous devons reprendre le contrôle de nos frontières, expulser systématiquement et sans ménagement les demandeurs d'asile déboutés et éradiquer le djihadisme.

Pour Barbara Pas, il ne fait pas de doute que **les exercices actuels de musculation gouvernementale n'aboutiront à rien**, parce qu'avec Ecolo-Groen et le PS, il est impossible de mener quelque politique sérieuse que ce soit en quelque matière que ce soit, et encore plus particulièrement pour tous les dossiers touchant de près ou de loin à l'immigration. Bien au contraire, ce qu'ils veulent, c'est une nouvelle régularisation collective afin de renforcer leur électorat.



# REVENU D'INTÉGRATION : LES ÉTRANGERS COÛTENT BEAUCOUP D'ARGENT

**Le nombre de revenus d'intégration (ex-minimex) octroyés en Belgique a plus que doublé en vingt ans. Soyons objectifs, il n'y a pas seulement le noyau dur des personnes qui ne veulent pas travailler en Wallonie et à Bruxelles, il y a aussi les étrangers qui en constituent une part croissante de ces allocataires sociaux.**

En 2022, pas moins de 40 % de ces revenus d'intégration leur étaient destinés. Si nous voulons que notre sécurité sociale reste financable, nous devons d'abord la protéger contre les coûts sociaux exorbitants que ces nouveaux arrivants engendrent et bien sûr fermer nos frontières.

## DES CHIFFRES ÉTOURDISSANTS

En février de cette année, la Belgique comptait 156.897 revenus d'intégrations versés, soit plus du double par rapport à il y a vingt ans. Cela ressort du chiffre le plus récent publié par le ministère de l'Intégration sociale. En 2003, il n'y avait qu'un peu plus de 74.000 revenus d'intégration reconnus, ce qui correspondait à 0,7 % de la population qui en vivait. Aujourd'hui il est de 1,34 %. En raison de l'augmentation des montants de ces revenus par le gouvernement, la facture totale pour cette année est estimée à un montant record de plus de 1,5 milliard d'euros. Les chiffres montrent également que le nombre d'octrois de ces revenus a fortement augmenté sous le gouvernement Michel, lorsque la N-VA était dans le gouvernement fédéral. Depuis

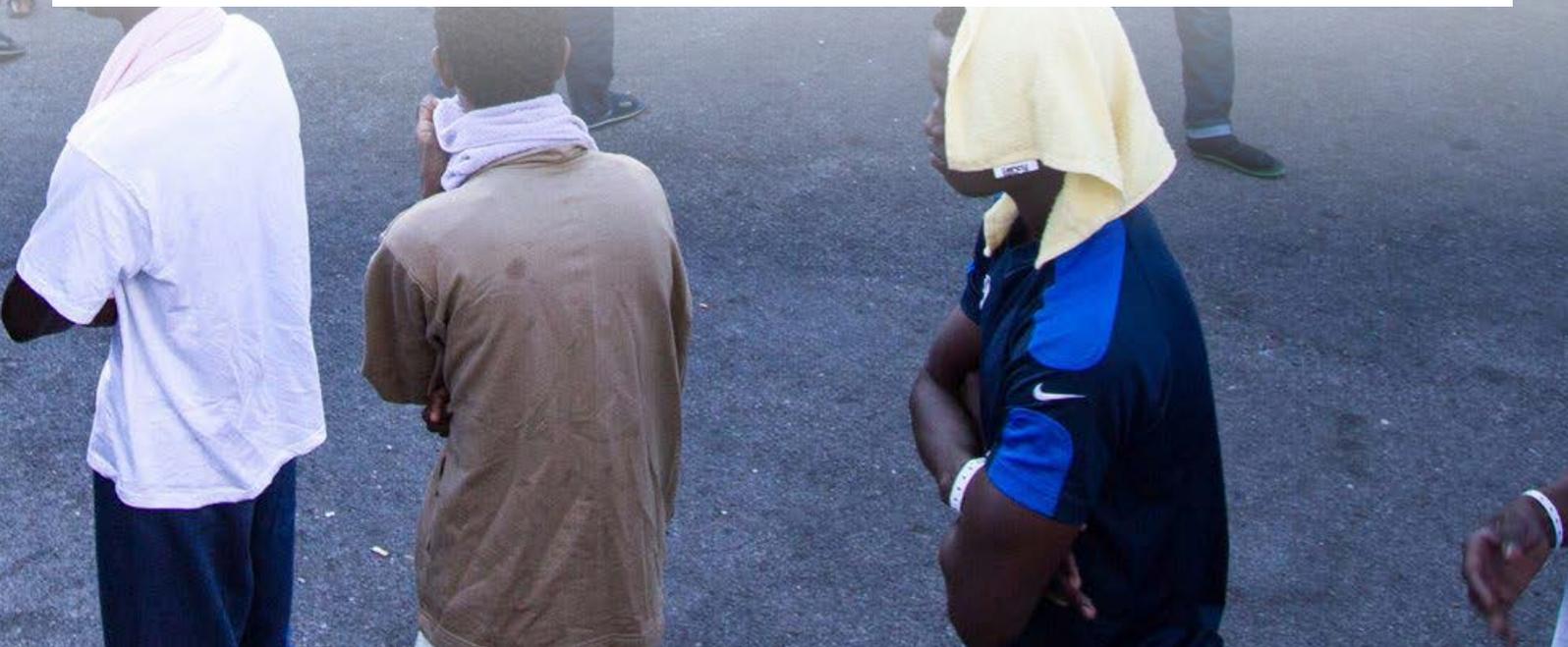
lors, leur nombre n'a cessé d'augmenter. Pas moins de 46% de ce montant astronomique sont distribués en Wallonie, 29% à Bruxelles et un peu plus de 25% en Flandre.

## LA RÉALITÉ NUE

La pénible réalité est qu'il y a de plus en plus de personnes qui refusent de travailler en Wallonie et à Bruxelles. Il faut dénoncer ici la très mauvaise gestion belge en général et il faut souligner que cette situation coûte surtout de l'argent au contribuable Flamand.

Selon le Vlaams Belang, la presse et les partis traditionnels feignent d'ignorer la véritable cause du doublement du nombre de ces revenus d'intégration. La réalité nue est que ce sont les étrangers qui représentent une part croissante de ces coûts. **En 2022, le gouvernement fédéral a dépensé plus de 1,25 milliard d'euros en revenus d'intégration, dont 40% sont allés à des non-Belges. De plus, la majeure partie de cette somme est allée à des citoyens non européens, qui représentaient 31 % du montant total des revenus d'intégration versés.**

Notre sécurité sociale doit être protégée et doit être dévolue à notre propre peuple. Si nous voulons continuer à être protégés par notre solidarité sociale, nous devons d'abord et avant tout fermer nos frontières. Pas par haine des autres, mais par amour pour notre propre peuple.



# LA TRAGÉDIE DE ERREURS MÉDICALES

**L**e journal PAN publiait le 26 juillet de cette année un article considérablement inquiétant sur la tragédie des erreurs médicales. On y cite des chiffres très alarmants. Il y aurait 20.000 erreurs médicales par an en Belgique et ces erreurs seraient la cause de 2.500 à 5.000 décès par an également (information livrée par l'asbl Plateforme pour l'Amélioration continue de la Qualité des soins et de la Sécurité des patients, soit PAQS). L'Organisation mondiale de la santé affirme quant à elle que l'erreur médicale serait la troisième cause de mortalité après les maladies cardiovasculaires et les cancers. En Belgique, on estime que les erreurs médicales sont responsables de près de 65.000 prolongations de séjour à l'hôpital et de 32.000 incapacités permanentes plus ou moins sévères.

On est littéralement assommé devant de tels chiffres. Nous avons vu comme le domaine médical à évolué de façon tellement spectaculaire ces dernières décennies. Nous connaissons tous ces hôpitaux modernes, ces appareils et ces instruments futuristes, ces interventions chirurgicales qui ne nécessitent qu'un jour ou deux d'hospitalisation alors qu'il y a encore trente ou quarante ans on y était coincé des semaines. Bref, nous sommes abasourdis par le paradoxe entre le niveau scientifique et technologique de notre médecine et l'annonce de milliers de morts chaque année en raison d'erreurs médicales. Cela dépasse l'entendement.

## QUELLES SONT LES CAUSES ?

Les causes les plus évoquées pour expliquer cette situation hallucinante, est le sous-effectif chronique des hôpitaux, un travail en équipe défaillant et un manque de communication entre les membres du personnel soignant à tous les niveaux.

A cela il faut ajouter un élément éminemment perturbateur dans l'organisation des soins et dans la communication entre les patients et le personnel médical, et en particulier avec les médecins. Nous évoquons ici le problème du personnel étranger qui

ne possède pas toujours toutes les nuances de nos langues nationales ou qui ignore parfois totalement le néerlandais à Bruxelles, par exemple. Mais aussi la maîtrise du français est parfois aléatoire.

## MÉDECINS ÉTRANGERS

J'ai été témoin, personnellement, d'une multitude d'histoires de fous dans un grand hôpital universitaire bruxellois. Je vous livre cette anecdote pour bien illustrer mon propos. En 2015, je me présente au service des urgences avec mon épouse très malade, transplantée rénale avec des pathologies multiples, précisons que mon épouse était néerlandophone. Arrive une urgentiste de nationalité roumaine accompagnée d'un médecin stagiaire espagnol. Ils interrogent mon épouse en français. Ni l'un ni l'autre n'était capables ne fût-ce que de baragouiner quelques mots en néerlandais. Je leur précise d'emblée qu'il ne faut en aucun cas lui administrer d'anti-inflammatoire parce que cela risque de tuer son rein greffé.

**« Je sens confusément que ce médecin roumain ne maîtrise pas parfaitement le français non plus, mais je pars du principe qu'elle a compris ce que j'ai dit au sujet du médicament dangereux. Grave erreur ! »**

Revenu d'avoir été chercher les médicaments de mon épouse dans ma voiture, je constate qu'on lui administre un médicament par Baxter et qu'il s'agit... d'un anti-inflammatoire. Nota bene que mon épouse était soignée dans cet hôpital depuis près de deux décennies et que tout est donc indiqué dans son dossier auquel tous les médecins urgentistes ont accès! Comme je suis intervenu à temps, cette erreur gravissime n'a pas eu d'issue funeste, heureusement. Mais qu'est-ce

qui se serait passé si je n'avais pas été là, et qu'en est-il de toutes ces personnes seules dropées dans les services d'urgence, livrées à ces médecins étrangers clairement incapables de communiquer normalement avec les patients? L'anecdote personnelle que je vous relate ici, une parmi de nombreuses autres, s'est passée en 2015, mais qu'en est-il aujourd'hui ?

La réalité d'aujourd'hui est que le nombre des médecins étrangers a doublé en Belgique en 11 ans. On en dénombre 10.000 selon Het Laatste Nieuws et De Morgen qui se basent sur des chiffres publiés par l'OCDE en 2023. Début 2000, on ne comptait que 4 médecins sur 100 qui avaient été formés hors de Belgique. Aujourd'hui ils sont 14 sur 100. On pourrait aisément imaginer que ces médecins seraient pour la plupart issus de pays limitrophes ou tout au moins peu éloignés de la Belgique, mais ce n'est pas le cas. Si leur origine est respectivement, la France à la première place et les Pays-Bas sur la deuxième marche du podium, avec respectivement 1.620 et 1.590 médecins travaillant en Belgique, il y a la Roumanie juste derrière avec 1.558 médecins. D'autres pays d'Europe de l'Est et du Sud comptent également un nombre croissant de médecins sur le territoire belge. Si on retire le nombre de médecins venus de France, des Pays-Bas et de Roumanie, soit 4.768 médecins des 10.000 médecins étrangers, cela signifie qu'il y a en Belgique 5.232 médecins venus d'autres pays du monde.

## QUE FAIRE?

Alors, ceci concerne les médecins, mais il n'y a pas que les médecins qui sont en contact directs avec les patients. Il y a le personnel infirmier, le personnel qui s'occupe des déplacements des patients dans l'hôpital, le personnel de nettoyage, et là aussi il arrive de plus en plus fréquemment que tout dialogue s'avère impossible. Peut-on se compte de ce que ressent une patiente belge, néerlandophone, dans un hôpital de sa ville, entourée de médecins et de personnel soignant incapables de la comprendre quand elle souffre?

Nous pouvons affirmer que la présence de plus en plus importante de ce personnel médical étranger, ne maîtrisant pas toujours suffisamment nos langues nationales, est un vecteur probable, voire inévitable, d'erreurs médicales. Toujours est-il que je ne me doutais pas que l'ampleur de la tragédie des erreurs médicales était telle en Belgique. Elle dépasse mes pires présentiments.

## TRANSPARENCE

Il faut, évidemment, recruter ici en Belgique. Pour cela

il faut que le monde politique revalorise les métiers médicaux: médecins, personnel infirmier et soignants en général. Il faut augmenter le quota d'étudiants belges en médecine, on est estomaqué du fait que cette mesure n'ait pas été diligentée depuis longtemps. Ne pouvait-on pas prévoir cette pénurie de médecins depuis des années ?

Il faut que l'Ordre des médecins cesse d'être un étouffoir pour les affaires d'erreurs médicales. Cet organe professionnel doit jouer le jeu de la responsabilité des médecins par rapport aux actes qu'ils posent, en toute transparence. Il faut instaurer un test linguistique éliminatoire pour les médecins étrangers, dans les deux langues nationales pour ceux qui veulent travailler à Bruxelles. Il faut se montrer d'une sévérité absolue sur l'équivalence des connaissances et de la valeur réelle des diplômes obtenus à l'étranger par rapport à notre niveau national qui est exceptionnellement haut.

Chaque patient contribuable en Belgique doit avoir le droit inaliénable d'être soigné par un médecin qui a fait ses études en Belgique. Pourquoi ? Parce que ce patient a, par ses impôts, participé au financement des études de ces médecins. Il est donc élémentaire que, comme il a financé leurs études, il ait le droit de se faire soigner par eux et même exclusivement par eux si ça lui chante.

D'une façon générale, l'Etat doit prendre les affaires en main et se ressaisir. Nos concitoyens ont droit à la sécurité partout, et donc aussi à l'hôpital et ils ont droit à l'entraide nationale par une sécurité sociale pérennisée dont les ressources doivent être engagées prioritairement pour nos gens. Au lieu de jouer les bons samaritains aux quatre coins de la planète, au lieu d'accueillir toute la misère du monde, au lieu de littéralement détruire notre niveau de soins de santé, il faut redéfinir les vraies priorités, c'est-à-dire, pour le Vlaams Belang, partout et toujours, nos gens d'abord !

■



**Patrick Sessler**  
Ancien député bruxellois

# LE PATRON DES PATRONS BRUXELLOIS FLINGUE GOOD MOVE

Olivier Willockx est l'administrateur délégué de BECI, la fédération patronale bruxelloise, il est donc le patron des patrons bruxellois. Celui-ci était l'invité de la matinale sur La Première, qui est le navire étendard de l'information socioéconomique et politique de la RTBF en radio.

Cet acteur majeur de la vie économique bruxelloise n'y est pas allé avec le dos de la cuiller en critiquant à bras raccourcis le plan Good Move de la Ville de Bruxelles dont on fête (cela dépend pour qui!) le premier anniversaire. Monsieur Willockx a prononcé le verdict suivant, et nous gageons qu'il restera dans les mémoires de tous les observateurs de la chose publique à Bruxelles, «Un tel amateurisme, ça fait extrêmement peur». On ne peut pas être plus clair.

## PREMIER BILAN

Pour ce premier bilan, les autorités communales sont en pâmoison. L'échevin Bart Dhont (Groen) est proche de l'extase. Monsieur Dhont, qui est d'abord et avant tout Ostendais, déclare constater que le nombre de voitures qui circulent dans le centre-ville a diminué alors que le nombre de cyclistes est en augmentation. Cela suffit à remplir son cœur de joie. Il est vrai que c'est le but avoué du plan Good Move. Olivier Willockx, qui considère que l'économie ne se nourrit pas d'amour et d'eau fraîche, constate « un exode de toute une série d'activités et un certain nombre d'entreprises du centre-ville qui sont très gravement en difficulté ».

Il faut ajouter que ce catastrophique plan « Good Move » tombe à un moment où le monde de l'entreprise se remet avec grande difficulté des conséquences de la crise sanitaire, sans parler de l'inflation et de l'impact de la guerre en Ukraine sur les prix de certaines marchandises. A titre indicatif, on a compté plus de 1.000 faillites à Bruxelles au cours du premier semestre de 2022. Et c'est dans ce contexte, que les apprentis sorciers de l'écologisme politique arrivent avec leur «plan» psychédélique.

Olivier Willockx désigne clairement les autorités communales comme responsables du fiasco économique. Il va même jusqu'à les accuser de manipuler les chiffres: « On vous compare un taux de décroissance de voitures avec un taux de croissance de vélos. C'est comparer des pommes et des poires et l'exprimer ensuite en pourcentages, comme s'il s'agissait de vases communicants... », dénonce-t-il en expliquant qu'automobilistes et cyclistes n'ont pas le même type de consommation. « Vous ne remplacez pas les uns par les autres » assène-t-il.

## L'IDÉOLOGIE DE LA DÉCROISSANCE

On ne répétera jamais assez que ce «degré d'amateurisme», euphémisme utilisé par monsieur Willockx pour dire... incompétence crasse, est en réalité l'application scrupuleuse d'une idéologie bien précise. Celle de la décroissance. La décroissance est un concept politique, économique et social prônant une réduction de la consommation. En gros, l'objectif de la décroissance est de cesser de faire de la croissance un objectif.



La politique de mobilité menée à Bruxelles-ville et dans l'ensemble de la Région bruxelloise est inspirée par l'utopie de la décroissance. On ignore tout simplement la réalité économique et les modes de financement dans une société organisée. Pour faire vivre une ville il faut des contribuables qui paient des impôts et ces impôts proviennent essentiellement de l'activité économique et donc la fiscalité, y compris la fiscalité automobile aujourd'hui.

## ON N'A PAS TENU COMPTE DU FACTEUR HUMAIN

Les bouleversements imposés aux Bruxellois sont venus trop tôt, ils étaient mal préparés, on n'a pas tenu compte du facteur humain et fiscal, on n'a pas prévu de financement de remplacement de l'impôt issu de l'activité économique. On a foutu l'économie bruxelloise en l'air sans avoir réfléchi au court et au moyen terme, c'est-à-dire à la réalité de nos concitoyens d'aujourd'hui. Bref, on a voulu faire le Grand soir révolutionnaire en plein jour en deux coups de cuiller à pot, et maintenant que tout est par terre, nos révolutionnaires en papier mâché, au lieu de rétro pédaler, on choisit le déni et la fuite en avant. Sans boule de cristal, nous pouvons prévoir que les délocalisations économiques hors de Bruxelles vont encore s'accélérer à brève échéance. Quel gâchis !

← SORTIE DE SECOURS  
NOODUITGANG



Route 328  
Accueil

SORTIE



# LES HÔPITAUX NE SONT PAS DES CENTRES D'ASILE

**L**e Vlaams Belang, comme vous le savez, est partisan, sans le moindre complexe, de la préférence nationale. Notre devise est plus que jamais « *Nos gens d'abord* ». Comme nationalistes, nous considérons qu'il est tout à fait naturel que nos compatriotes reçoivent toujours, dans tous les cas, la priorité. Pour d'autres formations politiques, en réalité tous les autres partis, la notion de partage peut aller jusqu'à porter préjudice à nos propres compatriotes, au nom d'idées fumeuses, abstraites et pour tout dire nihilistes.

Nous savons tous combien nos services de santé en général et nos hôpitaux en particulier ploient sous la pression d'un manque d'effectifs chronique, d'un sous-financement et de difficultés multiples dues notamment à la multiculturalité et à la submersion migratoire.

C'est dans ce contexte pourtant bien connu que le vice-Premier ministre et ministre de la Santé Frank Vandenbroucke (Vooruit) souhaite utiliser les hôpitaux pour accueillir les demandeurs d'asile. Le gouvernement fédéral néglige ses tâches essentielles et laisse ses propres citoyens s'étouffer sous les charges et sous les nuisances qu'implique immanquablement une immigration de masse totalement incontrôlée. Chaque fois, au lieu de dire STOP, on choisit la fuite en avant et la surenchère. Ce qui signifie que cette crise de l'asile ne finira jamais. La seule façon de l'arrêter est de réduire les flux entrants et d'augmenter les flux sortants, et certainement pas en ajoutant de nouveaux boulets aux hôpitaux.

Après que la secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Nicole de Moor (CD&V), ait annoncé début septembre qu'elle ne fournirait temporairement plus d'hébergement aux hommes célibataires, elle a élaboré un « Plan d'hiver » visant à créer 2.000 à 4.000 places d'hébergement supplémentaires. Une « Taskforce » a également été créée,

avec laquelle les ministres fédéraux ont dû rechercher d'éventuels locaux dans leurs propres parcs immobiliers. La lecture des échanges de courrier que Het Laatste Nieuws a pu lire montre que le gouvernement fédéral souhaite désormais également utiliser les hôpitaux comme lieux d'accueil pour les demandeurs d'asile. Le ministre fédéral de la Santé Frank Vandenbroucke a demandé à plus d'une centaine d'hôpitaux de faire de la place à cet effet.

## SONT-ILS DEVENUS COMPLÈTEMENT FOUS?

Après les institutions pour jeunes, les casernes, les refuges pour sans-abri et les hôtels, ce sont désormais les hôpitaux qui sont invités à libérer de l'espace pour accueillir les demandeurs d'asile. L'expérience nous apprend que ces demandeurs d'asile apporteront avec eux des problèmes d'hygiène, de sécurité, de conflits interethnique ou interreligieux, etc. Or, l'hôpital, comme l'école, doit être un sanctuaire où les patients doivent être libérés de toute angoisse, de toute peur. Pourquoi ce gouvernement veut-il nous infliger cela. Qu'avons-nous fait de mal pour mériter ces punitions à répétition, dans nos quartiers, dans nos rues, dans nos logements sociaux et maintenant dans nos hôpitaux.

La solution est pourtant bien connue. Fermeture des frontières et expulsion des illégaux, accueil des demandeurs d'asile dans leur propre région du monde, en aucun cas ici. En dehors de cela, il n'y a rien de sérieux à faire. Dire le contraire est se bercer d'illusions ou de fadaïses, comme le font tous les partis politiques de ce pays, à l'exception du Vlaams Belang, qui est le seul à tenir un discours cohérent en la matière. Si demain les électeurs nous en donnent les moyens politiques, le changement se fera sentir quasi instantanément. Ce n'est vraiment qu'une question de courage politique, et le Vlaams Belang en a à revendre. ■

## LE PATRONAT VEUT DES TRAVAILLEURS MEXICAINS ET INDIENS

L'organisation patronale flamande VOKA espère lutter contre le manque de main-d'œuvre en Flandre-Occidentale en allant inviter des «talents» au Mexique et en Inde à venir s'installer ici. Le Vlaams Belang considère que c'est totalement inacceptable. Les gens ne sont pas des machines que l'on peut simplement déplacer. De cette façon, le drame multiculturel va se renforcer et prendre de plus en plus l'allure d'une histoire sans fin.

Selon Bert Mons, responsable de la Voka en Flandre-Orientale, il y a encore des personnes inactives dans la région, mais il s'avère difficile de les faire travailler. Par ailleurs, des tentatives ont déjà été faites pour recruter en Wallonie voisine, sans résultat. Pour le Vlaams Belang, le mondialisme parasite a toujours besoin de nouveaux travailleurs qui doivent vendre leur travail pour de petits salaires et moins de protection sociale. Il ne s'agit pas d'une solution à long terme, mais d'une solution inspirée par une vision libérale étroite de l'humain.

**« Le fait est que le taux de chômage en Wallonie reste très élevé. Dans le Hainaut, il est de 11,7 pour cent, soit quatre fois plus qu'en Flandre-Orientale. »**

Le fait qu'il soit difficile de mettre au travail les inactifs n'est pas du tout un argument valable. Actuellement, ce sont les travailleurs flamands qui payent la note du chômage wallon. Alors, pourquoi diable la Voka ne préconise-t-elle pas une scission de la sécurité sociale comme incitant à la réactivation de ces chômeurs ?

Nous apprenons que la Voka a déjà réalisé une mission exploratoire qualifiée de «réussie» au Mexique et qu'une mission en Inde est prévue en novembre de cette année. Il est prévu d'organiser

des missions de débauchage de talents dans ces pays en partenariat avec les entreprises intéressées dans une prochaine phase.

Pour le Vlaams Belang, il est clair que les seuls qui vont en profiter seront les entreprises qui maintiendront ainsi les salaires artificiellement bas. Pour la société tout entière, la migration professionnelle n'est pas toujours rentable en raison des flux migratoires qui s'ensuivent, comme le regroupement familial par exemple. L'impact positif sur les finances publiques est minime, voire même franchement négatif. Il est temps que les employeurs revoient leur schéma de pensée actuel et qu'ils renoncent à la facilité du multiculturalisme pour lequel ils optent pour des raisons d'enrichissement personnel. Ce modèle est intenable et d'autres choix doivent être faits.

### QUE VEUT LE VLAAMS BELANG ?

Le Vlaams Belang opte résolument pour une politique pro-familles. Nous voulons investir dans les familles plutôt que dans la migration. Nous souhaitons également mettre l'accent sur la productivité et sur une économie intelligente grâce à l'informatisation, l'automatisation et la robotisation. Le Vlaams Belang souhaite également que la sécurité sociale et la fiscalité soient scindées afin que la Wallonie puisse enfin s'affranchir des transferts financiers venus de la Flandre et retrouver ainsi sa dignité, son dynamisme et son sens des responsabilités. Enfin, le parti opte pour une réduction drastique de la pression fiscale sur le travail, afin que le travail paie à nouveau et que ceux qui travaillent le plus soient le plus récompensés. Une fois de plus... que du bon sens!

# LES BRUXELLOIS ACTIFS VICTIMES D'UN BUDGET ROUGE VIF

La Région bruxelloise doit faire des économies. C'est ce que montrent les chiffres présentés par le ministre bruxellois des Finances et du Budget, l'inénarrable Sven Gatz (Open Vld). Les 600 millions d'économies prévus ont été rapidement ramenés à 150 millions d'euros. Le ministre libéral a donc plié sous le poids de la gauche au sein du gouvernement bruxellois et finalement il n'y aura pas d'économies massives comme la situation l'exige.

Le gouvernement a préféré la bonne vieille méthode socialiste, c'est-à-dire recourir à des impôts supplémentaires. Ces impôts vont toucher, une fois de plus, les classes moyennes de plein fouet. Pour Dominiek Lootens-Stael, le chef de file du Vlaams Belang au sein du Parlement bruxellois, c'est insensé et inexplicable. Le temps s'obscurcit singulièrement pour les Bruxellois actifs, c'est-à-dire contribuables. Nous le savions, nous l'avions dit, c'est aujourd'hui une réalité: la faillite de la Région bruxelloise se profile à l'horizon.

Selon le ministre Gatz, un déficit de 1,1 milliard d'euros est attendu l'an prochain sur un budget de 8 milliards. Ce déficit s'ajoute à la montagne vertigineuse de la dette avec laquelle la région est aux prises depuis des années. Pour replacer cela dans son contexte, le gouvernement a fixé un plafond de dette à 210 pour cent, tandis que l'agence de notation S&P avait fixé un plafond à 205 pour cent. Un petit faux pas pourrait entraîner une baisse de la note de Bruxelles, ce qui aurait d'énormes conséquences sur la charge des intérêts.

Pour Dominiek Lootens-Stael, il faut impérativement revenir à une gestion saine de l'entité régionale bruxelloise. Pour lui, faire des économies n'est pas un luxe inutile mais une question de vie ou de mort pour la région. Il ajoute: « Si l'on doit croire Sven Gatz, nous sommes sur la bonne voie... alors que les économies annoncées ne s'élèvent qu'à 150 millions d'euros au lieu des 600 millions d'euros qu'il proposait. Il ne faut pas être Einstein pour voir arriver le mur à toute vitesse ».

**Au lieu de réaliser des économies, la coalition de gauche bruxelloise (plus l'Open VLD) souhaitait compenser les économies prévues en prélevant des impôts supplémentaires.** Finalement, l'essentiel du budget de l'année prochaine sera financé par des impôts et des prélèvements. **Il s'agit, par exemple, de la taxe de séjour pour les hôtels et les chambres**

**d'hôtes qui va augmenter et les automobilistes seront particulièrement visés également.** Non seulement le gouvernement ne parvient pas à économiser, mais il considère la population active, les classes moyennes donc, comme une source inépuisable de moyens financiers. Ces taxateurs enragés sont chaque jour de moins en moins populaire auprès des gens qui travaillent, quelle que soit leur origine.

**« Bruxelles devient peu à peu l'exemple typique d'une kleptocratie: un gouvernement qui vole en permanence ses citoyens pour financer une pauvreté mondiale importée. »**

Sans un changement radical de politique, des temps très sombres s'annoncent pour les quelques Bruxellois actifs qui vivent encore à Bruxelles. Les décennies qui se sont accumulées de mauvaise gestion et de prodigalité des gouvernements bruxellois successifs poussent chaque année des dizaines de milliers de Bruxellois actifs à s'installer ailleurs dans le pays. Bien entendu, cela signifie aussi qu'une grande partie des revenus de la fiscalité disparaît.

Pour le Vlaams Belang, un plan d'austérité structurel n'est pas seulement une nécessité, mais une question de survie. La Cour des comptes est également d'une sévérité extrême envers les finances bruxelloises. Cela fait plusieurs années consécutives qu'elle met en garde les responsables politiques de la Région en ce qui concerne les déficits budgétaires structurels. Ces rapports sont à chaque fois immédiatement flanqués dans la poubelle du gouvernement.

**De nombreuses économies sont cependant possibles.** En agissant concrètement pour la simplification administrative et en démontant l'enchevêtrement kafkaïen des structures gouvernementales, par exemple. Il y a la nécessité de fusionner les CPAS bruxellois, il y a le retour à une zone de police unifiée, il y a le contrôle des bénéficiaires de la tripotée d'allocations sociales et la lutte contre la culture des subventions. Autant de vaches sacrées qui mettent en évidence l'inanité des obsessions idéologiques d'une gauche qui navigue désormais hors-sol, loin, très loin de la réalité que vivent les Bruxellois qui travaillent et qui contribuent.

# RÉCEPTION de Nouvel An

28/01/2024  
À partir de 11h

Raad Vlaamse Gemeenschapscommissie  
Rue du Lombard 67, 1000 BRUXELLES

Inscription obligatoire  
[www.vlaamsbelangbruxelles.be/evenement](http://www.vlaamsbelangbruxelles.be/evenement)

**AVEC :**



Bob De Brabandere



Dominiék Lootens-Stael